

Faire de l'économie un moteur du progrès collectif



LES RAISONS D'AGIR DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Extrait de la Déclaration d'engagement de l'ESS

« La raison d'agir de l'économie sociale et solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous. »



Retrouvez l'ensemble de la Déclaration d'engagement de l'ESS

PAGE 4

« Des réponses face à l'insoutenabilité de notre modèle actuel »,
Jérôme Saddier,
président
d'ESS France

PAGE 6

ESS France, la voix de l'économie sociale et solidaire

PAGE 8

Les temps forts de 2022

PAGE 10

1 Porter un projet de société

PAGE 14

2 Organiser les transitions

PAGE 18

Zoom sur les CRESS UNE PLACE PLUS GRANDE AUX TERRITOIRES

PAGE 22

3 Affirmer la responsabilité territoriale

PAGE 26

4 Coopérer au-delà des frontières

PAGE 30

La gouvernance

PAGE 31

L'équipe d'ESS France

PAGE 32

Répartition du budget annuel 2022

PAGE 33

Nos partenaires

« Des réponses face à l'insoutenabilité de notre modèle actuel »



© CAMILLE BETYANI

JÉRÔME SADDIER,
PRÉSIDENT D'ESS FRANCE

« L'ESS doit être ou inspirer la norme de l'économie de demain pour que notre économie soit davantage orientée vers les besoins humains, prenne sa part dans la transition écologique, incarne un autre rapport au travail, et enrichisse la démocratie. »

Quelles ont été les priorités et les enjeux pour ESS France en 2022 ?

Nous avons fixé nos priorités de travail autour de plusieurs axes, qui constituent à la fois des objectifs d'évolution des politiques publiques, mais également un cadre structurant pour notre action collective de tête de réseau.

L'ESS doit être partie prenante des filières de l'économie de demain : la planification démocratique et écologique doit permettre d'explorer des voies nouvelles, il s'agit alors de soutenir la création de filières dans lesquelles l'ESS serait motrice. Pour cela, de nombreux leviers d'action existent : reconnaissance et financement de l'innovation sociale, intégration de l'ESS dans la commande publique...

L'ESS doit s'appuyer sur des écosystèmes territoriaux performants et ambitieux : alors que l'ESS est bien trop souvent fragmentée, il est nécessaire de poursuivre le soutien à toutes les formes de coopération entre acteurs dans les territoires.

L'ESS doit incarner l'avant-garde des entreprises engagées pour les transitions et pour la cohésion sociale, mais en démontrant davantage sa performance sociale et environnementale : il en va de sa crédibilité et de sa capacité à être comprise.

L'ESS doit enfin bénéficier d'une pleine reconnaissance européenne et internationale, un objectif bien avancé avec l'adoption de la résolution de promotion de l'ESS lors de la récente assemblée générale de l'ONU.

Quel a été le rôle d'ESS France lors des élections nationales ?

ESS France a plaidé pour la construction d'une économie transformée et résiliente. Lors des élections présidentielle et législatives, nous avons ainsi fait la promotion des leviers d'actions mobilisables par les pouvoirs publics pour parvenir à cet objectif, en formulant six

grandes orientations pour faire entendre ce que l'ESS peut apporter à l'économie de la France autour d'enjeux clés pour notre République : pratique de la démocratie, transition écologique, soutien des jeunes, transformation de notre économie... Ce plaidoyer a été présenté aux représentants des candidats à l'élection présidentielle, en complément de la production de fiches de décryptage permettant d'évaluer le niveau de « compatibilité ESS » de certaines propositions phares des candidats.

Dès la nomination de Marlène Schiappa comme secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, nous avons engagé un dialogue avec elle ainsi qu'avec nos nouveaux interlocuteurs au Parlement afin de faire durablement avancer nos propositions.

ESS France affirme fréquemment que « l'ESS doit être la norme de l'économie de demain », qu'entendez-vous par cela ?

L'ESS apporte des réponses concrètes face à l'insoutenabilité de notre modèle actuel et aux problèmes sociaux et environnementaux qu'il suscite. L'ESS doit être ou inspirer la norme de l'économie de demain pour que notre économie soit davantage orientée vers les besoins humains, prenne sa part dans la transition écologique, incarne un autre rapport au travail, et enrichisse la démocratie.

L'ESS ne peut donc se fixer pour horizon d'être une alternative marginale à un capitalisme qui peine à se responsabiliser ou à se moraliser. Dès à présent, il s'agit de faire reconnaître la force de nos modèles, la diversité entrepreneuriale et la pluralité des fondamentaux économiques qui la sous-tendent. L'ESS est aujourd'hui trop souvent méconnue, peu enseignée, en dépit de son rôle fondateur dans notre contrat social.

« L'ESS doit enfin bénéficier d'une pleine reconnaissance européenne et internationale. »



© JENNIFER BUCKLE

Quels vont être les axes de travail d'ESS France à l'approche des 10 ans de la loi ESS de 2014 ?

La loi de 2014 sur l'ESS est l'œuvre législative la plus structurante relative à notre mode d'entreprendre. Elle a permis de reconnaître l'ESS comme « mode d'entreprendre et de développement économique », de définir des principes communs de gestion d'entreprise, de reconnaître les organisations représentatives au niveau national et territorial, de dessiner des politiques publiques fondées sur des notions ambitieuses en matière d'innovation sociale ou d'achats socialement responsables... La mission d'évaluation de la loi confiée au CSESS est l'occasion pour chaque famille de l'ESS d'examiner si des mesures correctives sont nécessaires et d'évaluer ce texte au regard des ambitions qui lui ont été assignées et des moyens qui lui ont été attribués pour sa bonne application.

ESS FRANCE, LA VOIX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Reconnue par la loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS, ESS France fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'Économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres régionales de l'ESS, et toute autre personne morale qui souhaite s'investir dans ses activités. Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France contribue, depuis plus de vingt ans, au développement de l'économie sociale et solidaire dans toutes ses dimensions.

L'ESS, IMPLANTÉE DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

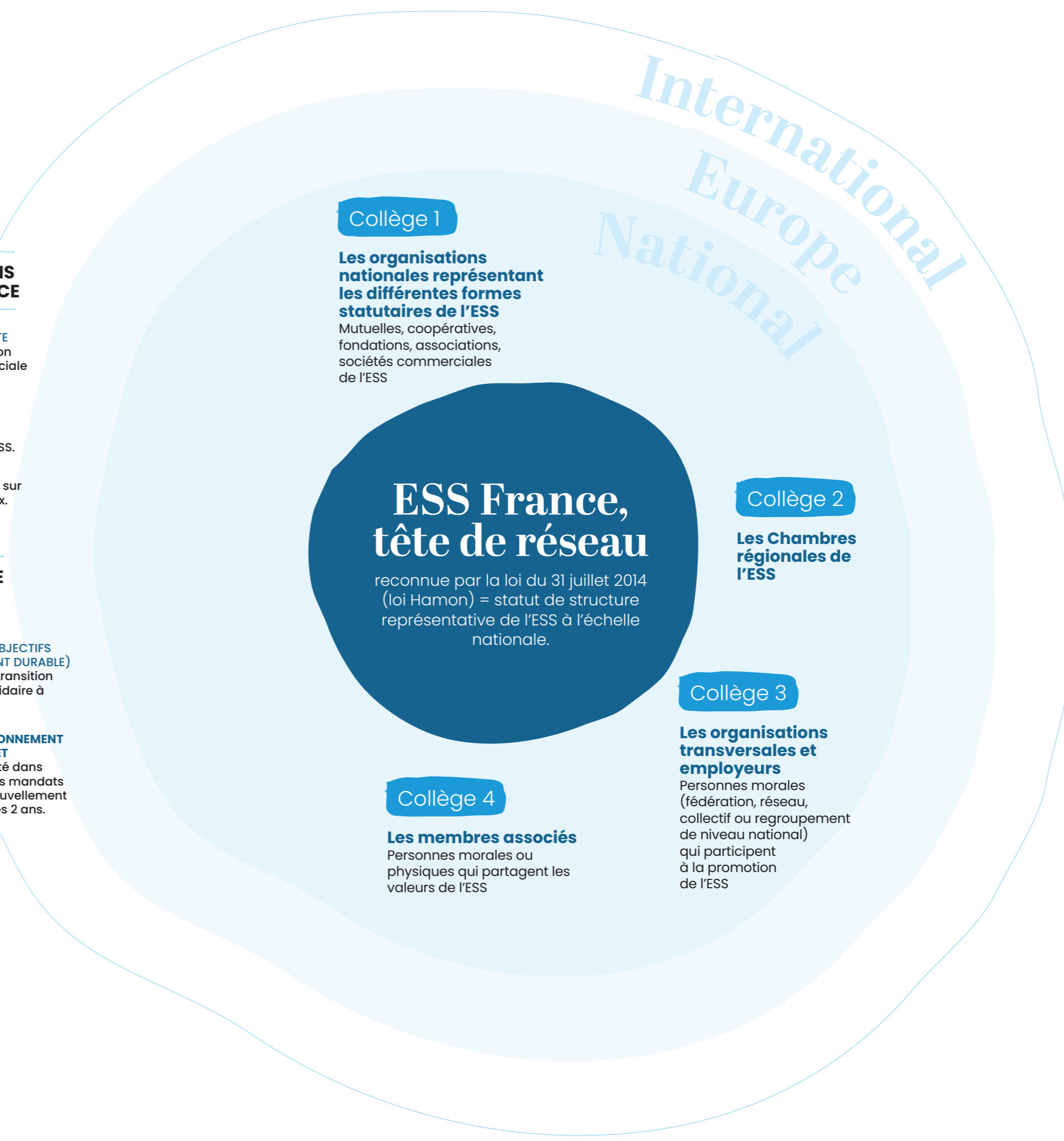


LES MISSIONS D'ESS FRANCE

- 1 > **ELLE REPRÉSENTE** et fait la promotion de l'économie sociale et solidaire.
- 2 > **ELLE OBSERVE** les réalités et dynamiques des entreprises de l'ESS.
- 3 > **ELLE ANIME** le réseau de l'ESS sur ses grands enjeux.

ESS FRANCE S'ENGAGE

- POUR LES ODD (OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE)** afin d'assurer la transition écologique et solidaire à l'horizon 2030.
- POUR UN FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE ET RENOUVELÉ :** parité dans ses instances, des mandats de 4 ans, un renouvellement par moitié tous les 2 ans.



LES TEMPS FORTS DE 2022

© MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE



Janvier

> Lancement de la grande enquête **CARTECO** invitant les structures de l'ESS qui font la transition écologique à s'y référer.

> PUBLICATION de la **conjoncture de l'emploi dans l'ESS au 2^e trimestre 2021** mettant au jour une forte augmentation (+4,7%) de l'emploi dans l'ESS entre juin 2020 et juin 2021.

Février

WEBINAIRE Le numérique responsable : l'ESS actrice du changement.

> Lancement des **« CAFÉS PRÉSIDENTIELS »** : rencontres des candidats à l'élection présidentielle pour porter une parole forte de l'ESS.

Après sollicitation de l'ensemble des candidats à l'exception du RN, des rencontres se sont tenues avec les équipes de campagne de Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélançon et Fabien Roussel (les autres candidats n'ayant pas donné suite).

> **Propositions des acteurs de l'ESS spécialistes du réemploi des matériaux du bâtiment** à l'occasion de la création de cette nouvelle filière REP.

WEBINAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, AVEC LE SOUTIEN DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
ÉLECTIONS NATIONALES
NOTES PERSPECTIVES FILIÈRES, AVEC AÉSIO MUTUELLE
RECRUTEMENTS

1 Conférence informelle des ministres européens chargés de l'économie sociale sous la présidence française de l'UE 2022.

> Le **compte Twitter d'ESS France** atteint 12 000 abonnés !

Mars

> Sortie du **PLAIDOYER PRÉSIDENTIEL « les propositions de celles et ceux qui font l'ESS »** pour une ESS au cœur des transitions écologique et solidaire.

> Lancement des **DÉCRYPTAGES ÉLECTIONS 2022** : analyse des propositions des candidats et candidates à l'élection présidentielle par ESS France. Le 1^{er} décryptage portant sur le **crédit impôt recherche**.

PUBLICATION de **LA NOTE DE PERSPECTIVES SUR LA FILIÈRE TEXTILE**.

> **WEBINAIRE La parité dans les instances de gouvernance** de structures de l'ESS.

Avril

> Sortie de la collection **« Focus d'ESS France »** issue des travaux du Congrès de l'ESS 2021.

> ESS France adresse ses félicitations à Emmanuel Macron et lui demande de **nommer un représentant pour l'ESS** dans son futur gouvernement.

WEBINAIRE Réemploi solidaire des textiles : la place de l'ESS face aux évolutions de la filière.

Mai

PUBLICATION de **LA NOTE DE PERSPECTIVES SUR LA FILIÈRE DU BTP**.

2 **Sommet européen de l'économie sociale** à Strasbourg : présence d'ESS France aux côtés de Social Economy Europe et la CRESS Grand Est.

> PUBLICATION du **panorama de l'ESS** « Ce que l'ESS apporte à la société ».

Juin

> 10^e portrait du Matrimoine de l'ESS : **Scarlett Wilson**.

3 10 juin, journée historique pour l'ESS à l'échelle internationale : **adoption à l'unanimité par la 110^e CTI de la résolution et des conclusions sur le travail décent et l'ESS et adoption d'une recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'ESS et l'innovation sociale**.

> Assemblée générale d'ESS France.

WEBINAIRE Agriculture de proximité et restauration collective : les réponses de l'ESS aux besoins des territoires.

• **ARRIVÉE DE CLARA MASSIN**, responsable administrative et financière.

Juillet

> Mise à jour de la liste des entreprises de l'ESS en application des dispositions relatives au LDDS.

4 1^{re} rencontre avec Marlène Schiappa, secrétaire d'État à l'ESS et de la Vie associative.

> PUBLICATION d'une **étude sur le rôle de l'ESS dans les Quartiers prioritaires de la ville** avec l'ANCT.

Septembre

5 **Temps fort du PLAIDOYER d'ESS France** « 5 ans au service de l'ESS » en partenariat avec Aéma Groupe.

PUBLICATION de **LA NOTE DE PERSPECTIVES SUR LA FILIÈRE DES MÉDIAS**.

Octobre

> PLF 2023 : **les acteurs de l'ESS formulent 14 propositions communes**.

> L'agriculture et l'alimentation durable : un nouveau secteur d'activité disponible sur **CARTECO**.

> **Les modèles économiques des entreprises de l'ESS :** une infographie de leurs ressources et dépenses en partenariat avec la Banque des territoires.

> PUBLICATION du **1^{er} livret CARTECO sur la gestion des ressources et des déchets** : analyse par secteurs d'activité.

WEBINAIRE Améliorer ses pratiques environnementales internes : ateliers pratiques « Je me lance ! »

Novembre

> 15^e édition du Mois de l'ESS

WEBINAIRE Commande publique et réemploi : comment passer à l'action ?

Décembre

> 1 an du plan d'action européen pour l'économie sociale et les 10 ans de Social Economy Europe.

> 1 an du Congrès de l'ESS et de la **Déclaration d'engagement de l'ESS**.

1 Porter un projet de société

Alors que notre modèle économique dominant a largement fait la preuve de son insoutenabilité, les acteurs et actrices de l'économie sociale et solidaire partagent la conviction qu'il est possible de faire de l'entreprise un espace de vitalité démocratique, connecté aux enjeux de territoires, permettant une transformation profonde de notre production et de notre économie. Les actions de plaidoyer menées par ESS France pour un développement de l'ESS sont au service de ce projet de société.



5 ans pour accélérer les transitions

L'année 2022 a constitué une année charnière pour l'ESS. Lors des élections nationales puis à l'amorce du nouveau quinquennat, ESS France a plaidé pour donner à l'ESS les moyens de son bon développement, afin de contribuer à la construction d'une économie à la fois plus résiliente et profondément transformée.

S'appuyer sur l'ESS pour contribuer à la transformation de notre économie est en effet une condition indispensable pour mener à bien les nécessaires transitions de notre modèle. Pour ce faire, ESS France n'a cessé de promouvoir les nombreux leviers qui sont à la disposition des pouvoirs publics.



LE TEMPS FORT DU PLAIDOYER 2022

Le 13 septembre 2022, ESS France, en partenariat avec Aéma Groupe, a organisé son temps fort du plaidoyer intitulé « 5 ans au service du développement de l'ESS ». Cet événement a permis de porter une parole collective de l'ESS et d'ouvrir un dialogue républicain aux côtés de parlementaires ainsi que de Marlène Schiappa qui a pris la parole pour la première fois devant les composantes rassemblées de l'ESS.

Découvrez l'article dédié sur notre site

Élections nationales : faire entendre la voix de l'ESS

ESS France a formulé des **grandes orientations** pour faire entendre ce que l'ESS peut apporter à l'économie de la France autour d'enjeux clés pour notre République : pratique de la démocratie, transition écologique, soutien des jeunes, transformation de notre économie... Ces propositions ont ensuite été

présentées à plusieurs représentants des candidats à l'élection présidentielle. En complément, ESS France a produit sept fiches décryptant certaines mesures phares portées par les candidats à l'élection présidentielle ainsi que le niveau de « compatibilité ESS ».

Plus d'informations sur notre site

Prendre place dans les institutions

ESS France a interpellé Emmanuel Macron, dès sa réélection, afin que l'ESS dispose d'un interlocuteur de rang ministériel dans le nouveau gouvernement. L'enjeu ? que la dimension transversale de l'ESS et les spécificités de ses modèles d'entreprises puissent être véritablement appréhendées. Sitôt Marlène Schiappa nommée secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative, ESS France a entamé un dialogue afin de :

- > présenter son plaidoyer en faveur de politiques publiques ambitieuses qui s'appuient sur le développement des entreprises de l'ESS,
- > plaider pour une évaluation de la Loi du 31 juillet 2014 sur l'ESS.

À la suite des élections législatives, ESS France a également soutenu le maintien d'un groupe d'étude sur l'ESS à l'Assemblée nationale. Elle s'est, en outre, saisie de l'examen du projet de loi de finances 2023 en portant 14 propositions communes à l'ESS.

Nos actions de plaidoyer

ESS France s'est saisie de l'année 2022 pour mener de multiples actions de plaidoyer, parmi lesquelles :

- > **Un plaidoyer pour les élections nationales** : document présentant 6 grandes orientations et de multiples propositions.
- > **Les « Cafés présidentiels »** : interpellation des représentants des candidats à l'élection présidentielle.
- > **Un courrier à Emmanuel Macron** : demande de la nomination d'un ministre dédié à l'ESS dans son gouvernement dès son élection.
- > La production d'un **kit d'interpellation des candidats à l'élection législative** à destination des CRESS.
- > **Le projet de loi de finances 2023** : ESS France a défendu l'adoption dans le PLF 2023 de 14 propositions communes à l'ESS.
- > **L'agrément ESUS** : chantier interne à ESS France, lancé en 2022 afin d'identifier d'éventuelles mesures à promouvoir pour améliorer l'agrément ESUS et son appropriation par les acteurs.



TÉMOIGNAGE

MARLÈNE SCHIAPPA,
SECÉTAIRE D'ÉTAT
À L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE ET DE
LA VIE ASSOCIATIVE

Une économie d'avant-garde

« Par ses principes et ses actions, l'ESS est un modèle en avance sur son temps. Gouvernance démocratique, utilité sociale et environnementale, partage des bénéfices, elle rassemble tous les ingrédients pour bâtir une économie plus sobre et plus humaine. Nous devons faire connaître son modèle avec force. En 2023, nous avons porté la voix de l'ESS jusqu'à l'ONU pour l'adoption d'une résolution tant attendue. Pour changer de dimension, l'ESS a aussi besoin de moyens. Je me suis engagée à la relance des PTCE, premier fonds pour l'innovation sociale, au renforcement du modèle des CRESS, à la pleine intégration de l'ESS dans France 2030. Je sais ESS France attachée au cadre juridique de l'ESS. À ma demande, le Conseil supérieur de l'ESS conduit une première évaluation de la loi de 2014. Ce travail important sera le fruit des acteurs eux-mêmes, dans l'esprit de dialogue et de concertation qui fait l'ADN de cette économie d'avant-garde. »

La collection «Focus d'ESS France»

En 2022, ESS France a dévoilé une collection de livrets thématiques issus des travaux du Congrès de l'ESS de 2021. Ces livrets, qui contiennent des témoignages d'acteurs et d'experts de l'ESS, permettent de penser de nouveaux horizons de son développement et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Ils permettent également de faire émerger des propositions et leviers d'actions afin d'irriguer le débat public et de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.

Découvrez la collection sur notre site

Ce que l'ESS apporte à la société

L'ESS est présente partout dans notre économie, dans les activités les plus diverses et les plus ancrées de notre vie quotidienne. Mais être partout ne suffit pas à illustrer la force de l'ESS. Ses « raisons d'agir » sont aussi fortes que nombreuses : s'émanciper, se former, s'assurer contre les risques de la vie, soigner et accompagner, accéder aux loisirs ou à une alimentation saine, relocaliser et démocratiser nos outils de production, adapter ces derniers aux limites de notre en-

vironnement... Pour mieux appréhender l'ESS comme actrice incontournable des transitions à venir, l'Observatoire national - en partenariat avec le secrétariat d'État à l'économie sociale, solidaire et responsable, la Caisse d'Épargne, Harmonie Mutuelle ESS et la Banque des Territoires - dresse un panorama complet accessible et pédagogique, de ce que l'ESS apporte à la société.

Découvrez le panorama de l'ESS sur notre site



15

portraits numériques de femmes travaillant dans l'économie sociale et solidaire dévoilés dans le cadre du Matrimoine de l'ESS.

DÉCRYPTER ET PROMOUVOIR L'ESS

Pour comprendre l'ESS, il est nécessaire d'expliquer ce qu'elle est mais aussi d'illustrer sa place et son rôle dans l'économie nationale et mondiale. C'est par des faits, des performances, des actualités, des comparaisons et des dynamiques qu'ESS France et Aésio Mutuelle diffusent chaque semaine un « chiffre de la semaine » qui permet au lecteur d'approfondir sa découverte et sa compréhension de l'ESS.

À découvrir sur notre site

L'APPORT DE LA RECHERCHE

L'Observatoire national a lancé les travaux de l'Atlas commenté de l'ESS (édition 2023) autour d'un comité de rédaction (avec les universitaires Nadine Richez-Battesti, Anne Fretel, Éric Bidet et Laëticia Lethielleux). ESS France a fortement resserré ses liens avec l'ADDES (Association pour le développement des données sur l'économie sociale) dans le cadre d'une mise à disposition partielle du responsable de l'ONESS.



+ 365 000

personnes mobilisées dans le cadre de la 15^e édition du Mois de l'économie sociale et solidaire, temps fort se déroulant chaque année en novembre.

Matrimoine : sensibiliser à l'égalité femmes-hommes

Pour valoriser les parcours des femmes qui font l'ESS aujourd'hui et retrouver la mémoire des femmes qui ont contribué à la connaissance, la reconnaissance et le développement de l'ESS, ESS France porte le projet du Matrimoine de l'ESS, une initiative de Scarlett Wilson avec le soutien des fondations Crédit Coopératif et Maison de Salins et du secrétariat d'État chargé de l'ESS et de la Vie associative. Ce projet s'incarne à travers plusieurs actions :

- ▶ La publication à venir d'un ouvrage historique écrit par Scarlett Wilson.
- ▶ La publication d'outils pédagogiques produits avec L'ESPER, L'Économie sociale partenaire de l'école de la République.
- ▶ La publication régulière de portraits numériques de femmes qui travaillent actuellement dans l'ESS afin d'inspirer les jeunes à participer, en tant que bénévoles, militants ou salariés, à l'ESS.
- ▶ La création d'une exposition synthèse du projet (frise chronologique, portraits de femmes).

Penser nos gouvernances

Pour faire face aux grandes transitions à venir, l'entreprise de demain devra être au service du bien commun. Dans ce contexte, les modalités de gouvernance d'une entreprise apparaissent comme le socle indispensable pour qu'elle s'ouvre sur la société et intègre de nouvelles préoccupations au-delà de sa seule performance économique.

ESS France a lancé en 2022, en partenariat avec Aéma Groupe, une démarche exploratoire venant interroger des structures de l'ESS, afin d'étudier dans quelle mesure les modalités de gouvernance d'une entreprise peuvent générer une performance pluridimensionnelle (sociale, environnementale, territoriale) et durable.

DÉCLARATION D'ENGAGEMENT DE L'ESS

La Déclaration d'engagement de l'ESS intitulée « Pour une République sociale et solidaire : nos raisons d'agir » a vocation à être portée largement par celles et ceux qui font l'ESS. C'est pourquoi ESS France a proposé aux acteurs de l'ESS, d'intégrer la Déclaration à leurs statuts,

mais également de l'afficher dans leurs locaux et d'organiser des temps de présentation à l'occasion d'événements spécifiques dédiés.

Retrouvez la Déclaration sur notre site

ZOOM SUR L'ANALYSE DE LA DONNÉE ET LES BESOINS D'ÉTUDES

Le réseau des observatoires de l'ESS collecte, produit et consolide les données sur les entreprises et organisations de l'ESS. D'abord au service d'une meilleure connaissance et reconnaissance du champ de l'ESS auprès des pouvoirs publics, la donnée irrigue aujourd'hui l'ensemble des missions d'ESS France et des CRESS : développement territorial, transition écologique, plaidoyer, observation et perspectives, promotion, etc. L'expertise du réseau a permis des avancées significatives sur l'emploi dans l'ESS, la démographie d'entreprises, l'analyse territoriale, l'identification des perspectives de développement pour l'ESS (secteurs et filières), etc. Parmi ces missions, le développement en 2022 d'un nouveau système d'information permettant de gérer la mission légale de tenue de la liste des entreprises de l'ESS (article 6 de la loi ESS) et de vérifier l'éligibilité des entreprises de l'ESS à certains dispositifs publics ou outils financiers, renforce encore notre expertise sur les données.

Plus d'informations sur notre site

PERSPECTIVES

ÉVALUER ET DÉVELOPPER L'ESS

À l'approche des 10 ans de la Loi 2014 sur l'ESS, ESS France va s'impliquer dans la démarche d'évaluation de celle-ci confiée au Conseil supérieur de l'ESS. L'évaluation portera notamment sur les moyens qui lui ont été attribués. En parallèle, d'autres sujets ont été identifiés comme des priorités pour le développement de l'ESS : attribuer les premiers investissements de France 2030 pour l'ESS afin de financer les filières d'avenir et la redirection écologique ; mettre en place une mission d'accueil, information, orientation des structures de l'ESS confiée aux CRESS ; constituer un fonds de conversion pour encourager la transformation d'entreprises privées lucratives vers l'ESS ; concevoir une stratégie pour l'innovation sociale comprenant une définition fiscale de celle-ci et son financement par des dispositifs de soutien en direct pour les entreprises de l'ESS non fiscalisées.



© PEOPLEIMAGES.COM - YURI A / SHUTTERSTOCK

2 Organiser les transitions

L'économie sociale et solidaire, par son modèle d'entreprendre s'appuyant sur le partage de la valeur et la gouvernance démocratique au service d'une finalité d'utilité sociale ou d'un intérêt collectif, joue un rôle précieux dans la définition de l'intérêt général. Elle prend part aux transitions en cours en y apportant des solutions concrètes répondant aux besoins spécifiques des territoires. En ce sens, elle a été pionnière d'un grand nombre d'initiatives de transition écologique : la lutte contre le gaspillage et le réemploi solidaire, les énergies citoyennes renouvelables, l'alimentation durable de proximité, la mobilité douce...



Porter la voix de l'ESS dans les instances

L'urgence écologique amène un certain nombre d'évolutions, en particulier réglementaires, qui peuvent constituer de réelles opportunités de développement pour les organisations de l'ESS. Il est donc essentiel de porter la voix de l'ESS au sein des instances représentatives de la transition écologique. Pour répondre à ce besoin, ESS France siège dans ces instances où elle travaille à l'obtention de cadres d'intervention facilités pour les structures de l'ESS. En 2022, ESS France a partici-

pé aux négociations en cours pour le déploiement de plusieurs fonds réemploi, dispositifs financiers exclusivement fléchés vers l'ESS. ESS France a également porté un fort plaidoyer pour obtenir des actions en faveur du réemploi des matériaux du bâtiment dans le cadre de la nouvelle filière REP dédiée. Par ailleurs, un dossier d'amendements a été spécifiquement constitué sur les enjeux propres à plusieurs secteurs d'activité de la transition écologique dans le cadre du projet de loi de finances.



VALORISER LES INITIATIVES

Les organisations de l'ESS agissent sur l'ensemble des secteurs d'activité de la transition écologique où elles apportent une diversité de solutions, et ce, parfois en partenariat avec des collectivités territoriales. Valoriser ces initiatives contribue à leur essaimage et à leur reconnaissance. ESS France et les CRESS valorisent déjà 140 fiches portraits des structures de l'ESS actrices de la transition écologique et 15 fiches sur des partenariats réussis avec des collectivités.

Structurer les filières de la transition écologique

Les organisations de l'ESS ont une forte capacité à proposer des solutions concrètes de transition écologique en réponse aux besoins des territoires. Elles sont pionnières dans un certain nombre de filières. La crise écologique appelle à un changement d'échelle des réponses proposées et à une meilleure structuration de ces filières de transition écologique afin de diversifier l'offre et de garantir une couverture suffisante.

ESS France et les CRESS travaillent à l'animation et à la structuration de filières comme celles du réemploi solidaire (filières REP), en particulier le réemploi des matériaux du bâtiment, ou la lutte contre le gaspillage alimentaire. Cela se traduit par l'animation de collectifs de structures en créant des espaces de coopération, pour renforcer les modèles existants et contribuer au déploiement des activités.



TÉMOIGNAGE

BAPTISTE PERRISSIN FABERT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ PAR INTERIM ET DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'EXPERTISE ET DES PROGRAMMES, ADEME

Nos collaborations sont appelées à se renforcer

« La crise climatique et économique que nous vivons nous incite au changement de modèle : changer notre façon de consommer, de produire, de nous déplacer, d'habiter... Le secteur de l'ESS a, à ce titre, beaucoup à partager. Pionniers d'une nouvelle vision de l'économie et des services que celle-ci doit apporter à la société, les acteurs de l'ESS ont toujours montré une forte capacité d'innovation pour inventer des solutions aux défis écologiques et l'Ademe est à leurs côtés depuis plusieurs années pour les accompagner. Animation de réseau, sensibilisation des publics, mise en place de projets dans l'économie circulaire, les énergies décarbonées, la mobilité... nos collaborations sont multiples et seront, sans nul doute, appelées à se renforcer pour relever ensemble le défi d'un monde plus sobre et solidaire. »

Cartographier les acteurs

Carteco, la carte collaborative des structures de l'ESS qui font la transition écologique, a été conçue pour répondre aux besoins de divers acteurs :

- **Pour les collectivités territoriales :** identifier les structures de l'ESS de la transition écologique dans le cadre de diagnostics territoriaux ; développer des activités locales ; réaliser des achats socialement et écologiquement responsables.
- **Pour les institutions régionales :** identifier l'existant pour alimenter des stratégies de développement ou des plans et schémas régionaux ; relayer des appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt.
- **Pour les réseaux de l'ESS et leur animation :** disposer de chiffres-clés pour alimenter le plaidoyer et montrer le poids de l'ESS en matière de transition écologique ; appuyer la structuration de filières ; répondre à la mission d'observation des CRESS.
- **Pour les entreprises de l'ESS et hors ESS :** créer des coopérations territoriales ; proposer des offres pour les achats socialement et écologiquement responsables.
- **Pour les citoyens :** identifier des offres durables près de chez eux.

Les webinaires de la transition écologique

Il est essentiel de faire connaître la capacité des organisations de l'ESS à répondre aux enjeux de transition écologique dans les territoires, à s'adapter aux évolutions réglementaires environnementales et à développer de nouvelles opportunités économiques, en particulier via des actions de coopération. Pour ce faire, ESS France a organisé **quatre webinaires sur la place de l'ESS dans la transition écologique en 2022** : le numérique responsable, le réemploi solidaire des textiles, l'agriculture de proximité et la restauration collective, la commande publique et le réemploi. Ces webinaires ont mobilisé 1270 personnes inscrites et 730 participants.

Éclairer le développement de l'ESS

L'économie sociale et solidaire est présente dans l'ensemble de l'économie. Il est en revanche des secteurs et filières où celle-ci pourrait se développer de façon beaucoup plus importante et représenter un levier incontournable de la transition sociale et écologique qui s'impose aujourd'hui. Pour rendre visibles les opportunités et défis qui se posent au développement de l'ESS sur ces filières, Aésio Mutuelle et ESS France ont mis en commun leur expertise au sein d'une nouvelle collection d'études : **les notes**

« **pErSpectiveS** ». Chacune d'entre elles éclaire la diversité des rôles qu'occupe l'ESS sur certains secteurs et analysent les politiques publiques qui y déterminent les conditions de son évolution. Ces notes d'analyse se présentent comme des **outils d'aide à la décision** pour les acteurs publics, économiques et les réseaux de l'ESS. Elles encouragent le dialogue entre une filière d'avenir, stratégique pour l'accélération de la transition, et ce que l'ESS peut y apporter, par ses raisons d'être et d'agir.



1107

structures référencées sur Carteco, donnent une seconde vie au textile.

CRÉER DES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

L'activité de rencontres d'affaires en proximité est conçue pour offrir aux professionnels une plateforme de réseautage efficace avec les acteurs de l'ESS. Les événements sont conçus pour permettre aux participants de se rencontrer, de rechercher des opportunités de croissance et de développement, mais aussi de développer leur réseau professionnel. Les CRESS, avec l'appui d'ESS France, ont ainsi provoqué 8700 rencontres sur tout le territoire.

SERD 2022

La Semaine européenne de réduction des déchets est un temps fort européen qui vise à labelliser des événements organisés par des structures travaillant à la réduction des déchets. Comme la SERD a lieu en novembre, ESS France en a fait un temps fort du Mois de l'ESS avec des actions dédiées : un webinar, des cartes blanches présentant des initiatives de l'ESS pour la réduction des déchets. 173 événements du Mois de l'ESS ont été labellisés SERD.



350

personnes présentes lors des 5 speed-meetings « filières REP & réemploi » organisés en 2022 par ESS France et les CRESS*.

* Île-de-France, Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Pays de la Loire et territoires d'outre-mer

L'Europe, un échelon central de la transition écologique

La majorité des évolutions réglementaires relatives à la transition écologique se jouent au niveau européen. Il est donc essentiel pour les organisations de l'ESS d'obtenir des cadres d'intervention facilités à ce niveau. ESS France, à l'occasion du Sommet européen de l'économie sociale de mai 2022, a rédigé une note de synthèse des positions des principaux réseaux de l'ESS actifs dans des filières essentielles pour la transition écologique.

Cette note, visant notamment à faire évoluer certaines réglementations a été remise à la Commission européenne et a pu **alimenter la rédaction du chemin de transition** pour l'économie sociale et de proximité. Lors de ce sommet européen, ESS France était notamment pilote du Village des transitions qui a proposé une quinzaine de conférences et tables rondes sur la place de l'ESS dans la transition écologique.

Améliorer les pratiques environnementales

Les acteurs économiques doivent désormais intégrer, dans leur fonctionnement et leur stratégie de développement, la notion de transition écologique. Il s'agit de transformer leurs modèles d'entreprendre pour apporter une réponse à la hauteur des enjeux, et ainsi permettre la durabilité des organisations et de leurs activités. Afin d'accompagner les organisations de l'ESS dans cette direction, ESS France a développé en 2022 **un nouveau format de webinar avec des ateliers pratiques** pour passer à l'action. ESS France participe également au projet Erasmus+ baSE visant à outiller les organisations de l'ESS avec des compétences spécifiques pour mieux appréhender la transformation écologique de leurs modèles.

UN NOUVEAU SECTEUR D'ACTIVITÉ SUR CARTECO

Carteco vise à référencer l'ensemble des secteurs d'activité de la transition écologique où agissent les organisations de l'ESS. Au lancement de l'outil, seul le secteur de la gestion des ressources et des déchets était présent. Il compte 3 700 structures référencées. Depuis septembre 2022, Carteco permet également de retrouver les structures de l'agriculture et de l'alimentation durables : 340 structures sont déjà référencées.



ZOOM SUR LES NOTES « PERSPECTIVES »

>>> Publiée en mars, la première note qui introduit la collection « pErSpectiveS » porte sur le potentiel « d'ESSisation » de **la filière textile**. De la production de lin, de chanvre ou de laine par des coopératives jusqu'au réemploi et au recyclage des matières textile, l'ESS se démarque sur la filière par son engagement en faveur de la relocalisation d'emplois et sa capacité à y renforcer les ambitions écologiques de ses acteurs par les coopérations territoriales.

>>> Elle est suivie en mai d'une note sur **la filière du BTP** où l'ESS est présentée au travers de ses coopératives du bâtiment, ses associations et coopératives d'écoconstruction, ses coopératives d'habitants et ses structures de réemploi solidaire des matériaux, qui envisagent une autre façon de construire et d'habiter.

>>> En septembre est publiée une troisième note sur **la filière des médias** où est analysé l'ensemble des contributions de l'ESS à l'indépendance, au pluralisme et à la démocratisation des médias, par des modèles innovants de financement, de gouvernance et de coopération.

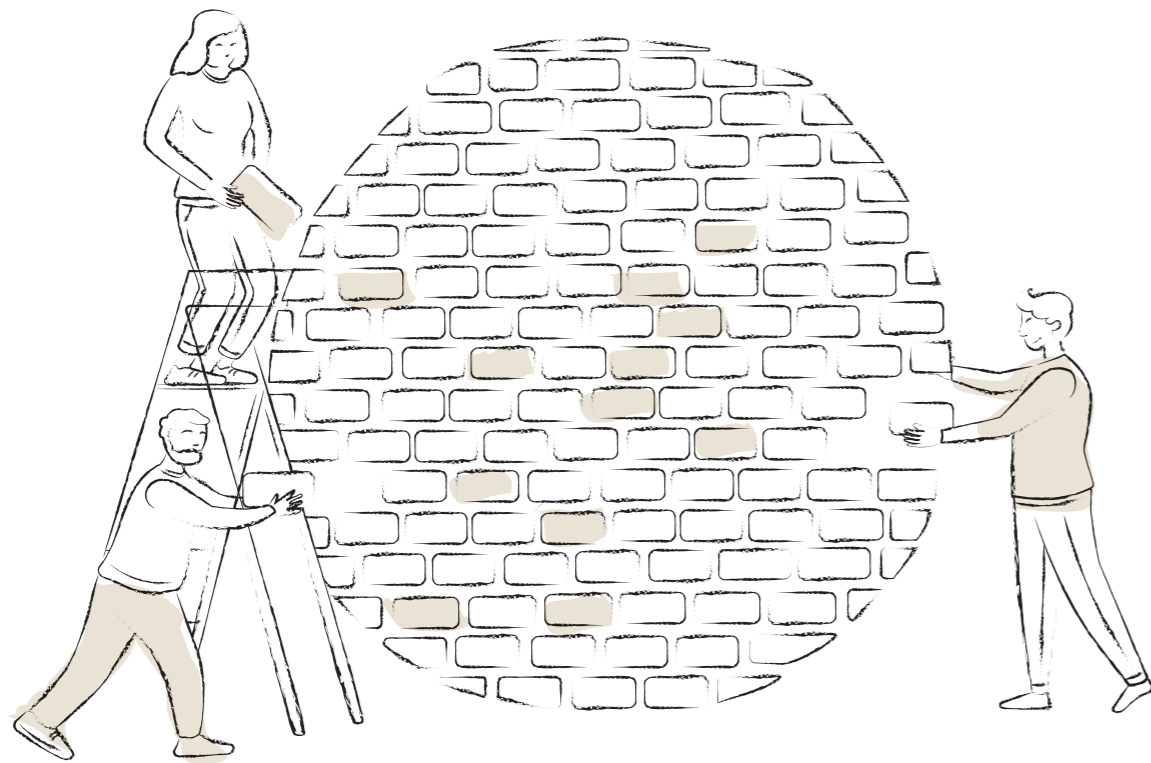
PERSPECTIVES

RENFORCER LES OFFRES D'ACCOMPAGNEMENT

Les organisations de l'ESS, de par les valeurs qu'elles défendent et leur capacité à redonner du pouvoir d'agir aux citoyens, peuvent constituer des leviers importants de mise en œuvre de la transition écologique dans la mesure où elles s'engagent au partage de la valeur et à une gouvernance partagée visant à privilégier l'intérêt collectif plutôt que l'enrichissement personnel. Afin d'accompagner au mieux ces mutations auxquelles doivent faire face les organisations de l'ESS, ESS France coanimera avec France Nature Environnement, le Centre de ressources DLA (dispositif local d'accompagnement) dédié à la transformation écologique pour l'année 2023. Par ailleurs, ESS France envisage de mieux décrypter les opportunités de développement offertes aux structures de l'ESS en matière de transition écologique et de les encourager, notamment à travers le programme France 2030.



© M. SYMICHYCH / SHUTTERSTOCK



UNE PLACE PLUS GRANDE AUX TERRITOIRES

Le processus de rapprochement entre ESS France et les Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) a culminé en 2020 avec la reprise des missions du Conseil national des CRESS par ESS France. Aujourd'hui, les CRESS adhèrent à titre individuel directement à ESS France, au sein d'un collège dédié et ESS France est devenue garante de l'animation du réseau des CRESS, veillant à l'articulation entre représentation locale et nationale de l'ESS.



InterCRESS Organisé pour la première fois par ESS France, l'InterCRESS est un moment de capitalisation et partage d'expériences entre les équipes des CRESS dans une atmosphère conviviale.

Articuler l'écosystème entre les régions et le national

UN PILOTAGE NATIONAL POUR UN DÉPLOIEMENT LOCAL

Le travail de coordination réalisé par ESS France permet d'impulser des dynamiques d'actions communes à l'échelle de plusieurs régions ou de l'ensemble des territoires. Les activités autour de la transition écologique, du développement d'études sectorielles prospectives, de l'animation des rencontres d'affaires ou encore du Mois de l'ESS sont autant d'exemples concrets de la mise en œuvre d'actions à l'initiative de l'échelle nationale.

La participation des CRESS aux instances d'ESS France est essentielle pour assurer la cohérence entre niveaux d'action. Elle permet de promouvoir les synergies entre régions et d'opérer une synthèse entre les différents points de vue pour nourrir les politiques publiques nationales d'éléments factuels, fiables, remontés du terrain. Si les CRESS sont des partenaires indispensables à l'efficacité des politiques régionales et locales, ESS France s'assure que ces efforts soient confortés par un environnement législatif et politique favorable au niveau national.

La structuration de l'animation du réseau

ESS France a accompagné les CRESS à définir plusieurs cadres de discussions et décisions au niveau équipe, direction et présidence. Les équipes des CRESS participent à tous les groupes de travail thématiques animés par les chargés de missions d'ESS France. Sur les questions relatives à la gouvernance et à la stratégie du réseau, les directions et présidences des CRESS se rencontrent au sein de comités animés par ESS France et de groupes de travail ad hoc. Pour assurer l'animation transversale, ESS France a recruté un chargé d'animation réseau et vie fédérative.

La coopération et mutualisation au sein du réseau

Les cadres et ressources destinés à l'animation permettent au réseau de définir collectivement une stratégie de réseau, des modalités de mise en œuvre et des moyens. Les équipes des CRESS bénéficient d'espaces dédiés où elles peuvent échanger des bonnes pratiques, identifier les défis communs et apporter des solutions issues de l'intelligence collective. Par ailleurs, ESS France propose aux directrices et directeurs et aux administratrices et administrateurs des CRESS nouvellement arrivés, un dispositif de visites apprenantes pour se familiariser au réseau et enjeux de leur poste. Des rencontres avec des acteurs d'envergure sont régulièrement organisées pour favoriser les coopérations. Enfin, le réseau profite des effets d'échelle dus à la mutualisation de certains achats (licences, jeux de données, SI...).

17

Avec 17 CRESS et une association de préfiguration en Martinique, le réseau des CRESS est implanté sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin.

Les CRESS, un réseau engagé pour la diffusion de l'ESS

ANIMER LA DYNAMIQUE PTCE AUX ÉCHELLES PERTINENTES

Les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) incarnent la capacité des acteurs sur un territoire à répondre collectivement à des besoins locaux par le biais de projets innovants. Les CRESS jouent un rôle indispensable à la diffusion et pérennisation de ce modèle de coopération à travers leur travail de coanimation des Cellule régionale d'animation (CRA). Le succès des CRA a beaucoup reposé sur la capacité des CRESS à mettre autour de la table l'ensemble des acteurs concernés. ESS France est représentée dans la Cellule nationale d'animation (CNA) par la CRESS Auvergne-Rhône-Alpes.

LE DÉPLOIEMENT DE LA FONCTION DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Depuis quelques années, les CRESS se professionnalisent sur l'accompagnement à l'adoption de modèles économiques durables par les structures de l'ESS et la structuration de filières responsables. La transition écologique est désormais un axe stratégique du développement des CRESS qui peuvent compter sur le savoir-faire d'un réseau de vingt chargés de mission dédiés. En 2022, ESS France et les CRESS ont travaillé de concert sur quatre filières en particulier : le textile durable, le réemploi des matériaux du bâtiment, la lutte contre le gaspillage alimentaire et la structuration du réemploi solidaire.

OUTILLER LES CRESS AUTOUR DU DÉVELOPPEMENT D'AFFAIRES

En tant que réseau consulaire de facto de l'ESS, les CRESS s'assurent que les structures de l'ESS puissent bénéficier d'un accompagnement au développement et au changement d'échelle. Responsable de l'animation opérationnelle du réseau, ESS France intervient sur la formation lors de la prise de poste et la montée en compétence des chargés de développement. Dans ce contexte, l'équipe d'ESS France a animé en 2022, des groupes de travail qui ont permis aux CRESS de se former à l'emploi d'outils d'organisation événementielle (rencontres ESSpresso). Par ailleurs, l'organisation de la capitalisation d'expérience représente un levier puissant pour la création du lien au sein du réseau.

UN RÉSEAU POUR FAIRE RAYONNER LA CONNAISSANCE DE L'ESS

À travers ses activités de promotion et sensibilisation, ESS France contribue à améliorer la compréhension de l'ESS par tous les publics. Point d'orgue de ces activités, le Mois de l'ESS permet de faire connaître l'ESS au plus grand nombre à travers des événements animés par les CRESS dans chaque région et coordonnés au niveau national par ESS France. Dans le cadre du Prix de l'ESS, les CRESS ont fait remonter à ESS France 466 candidatures parmi lesquelles les lauréats nationaux ont été sélectionnés. Les CRESS sont mobilisées au cours de l'année pour rencontrer les jeunes à l'école, à l'université et en CFA et leur montrer qu'un autre mode d'entreprendre est possible.

LES ACTIONS DES CRESS

PAYS-DE-LA-LOIRE

Depuis 2015, la CRESS Pays de la Loire et de nombreux partenaires ont lancé « ESSOR », une plateforme numérique recensant les offres d'accompagnement ESS ainsi que les appels à projets régionaux et nationaux. L'objectif ? faciliter l'information et l'orientation des porteurs de projets et structures de l'ESS. Depuis 2020, les CRESS Centre-Val de Loire et Grand Est ont également adopté ces dispositifs.

NOUVELLE-AQUITAINE

Lancées par la CRESS Nouvelle-Aquitaine pour faire rencontrer fournisseurs de l'ESS et acheteurs autour d'un café, les rencontres « ESSpresso » se sont répandues dans la plupart des CRESS grâce au soutien opérationnel d'ESS France. D'autres CRESS ont développé des rencontres d'affaires basées sur le même concept (Busin'ESS en Hauts-de-France et Coventis en Occitanie) tandis que la CRESS PACA a organisé en 2022 la 5^e édition du Salon d'économie d'avenir (ESS SUD).

NORMANDIE

Avec le dispositif régional « Ici je monte ma boîte », la CRESS Normandie anime et pilote le volet ESS du parcours d'accompagnement à la création d'entreprises. Tous les créateurs d'entreprises de l'ESS trouvent un

accompagnement sur la conception du projet, la recherche de financement, le démarrage et le suivi post-crédation. Cette action est représentative de la fonction d'accueil, information et orientation assurée par le réseau.

ÎLE-DE-FRANCE

Comme plusieurs CRESS du réseau, la CRESS Île-de-France coorganise en lien avec d'autres partenaires (AMIF, RTES, MNT...) des rencontres régulières dans le cadre d'un club pour faire dialoguer les structures de l'ESS avec les collectivités territoriales et fournir à ces dernières les outils nécessaires pour développer l'économie sociale et solidaire sur leur territoire.

AUVERGNE - RHÔNE - ALPES

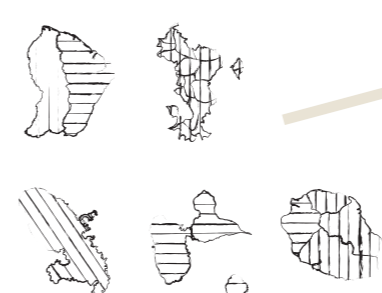
En tant que représentante d'ESS France dans la cellule d'animation nationale des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE), la CRESS AURA a travaillé avec d'autres réseaux de l'ESS au déploiement en région de l'offre de services PTCE. Un volet de cette activité était consacré aux CRESS pour les aider à jouer au mieux leur rôle de co-animateurs régionaux de l'écosystème PTCE.

ESS FRANCE OUTRE-MER

Depuis 2020, ESS France, en lien avec la CRESS Mayotte, s'est dotée d'une Délégation nationale aux Outre-mer (DNOM) dédiée au développement de l'ESS dans les territoires ultra-marins. La DNOM fournit aux CRESS de la « France des mers » un

appui d'ingénierie et d'animation pour remplir leurs missions en faveur du tissu ESS local. En 2022, la DNOM a accéléré son parcours vers l'adoption du statut SCIC sous le nom « ESS France Outre-mer ».

ZOOM SUR LES CRESS



3 Affirmer la responsabilité territoriale

L'ESS se caractérise par son lien étroit avec les territoires en exerçant une forme de « responsabilité territoriale » : activités de solidarité, souci de la préservation des ressources naturelles, implication des habitants... Cette notion de responsabilité territoriale des entreprises est un socle pour penser le modèle de l'entreprise de demain, qui ne doit pas simplement s'intéresser à son résultat économique mais doit intégrer d'autres types de performance. L'ESS peut contribuer à inspirer la norme de ce futur modèle.



L'entreprise et son territoire, un enjeu fort pour les français

Selon les résultats du sondage lancé conjointement par ESS France et Harris Interactive France, la quasi-totalité des Français (96%) estime que les entreprises se doivent d'avoir une responsabilité territoriale, et les deux tiers indiquent même que cela est essentiel (64%). Les entreprises sont avant tout perçues comme des acteurs devant apporter une valeur ajoutée au territoire sur lequel elles sont implantées. La responsabilité territoriale apparaît comme un critère déterminant dans la perception des entreprises, que ce soit en matière de distinction vis-à-vis de la concurrence (89%), de recherche d'emploi (plus de 80%) ou d'achat (77%).

Découvrez les résultats du sondage sur notre site

Un sujet travaillé par le monde de la recherche

Alors qu'ESS France a fait le choix de dévoiler les résultats de son sondage lors de l'événement de lancement du Mois de l'ESS, qui avait pour thématique la responsabilité territoriale des entreprises, il paraissait important d'ouvrir un dialogue avec le monde de la recherche. C'est pourquoi Maryline Filippi* a été conviée à intervenir pour présenter ses travaux portant sur cette notion. Affirmant qu'il ne s'agit pas d'une « RSE territorialisée », Maryline Filippi a insisté sur le caractère collectif de cette responsabilité, qui, en partant des besoins concrets exprimés sur les territoires, permet d'agir en faveur du bien commun, dans le cadre de la coopération d'acteurs.

* Maryline Filippi est professeure d'économie industrielle à Bordeaux Sciences Agro et chercheuse associée à l'INRAE.

L'ESS, des entreprises plus reconnues

On observe dans les résultats du sondage que la perception des Français de la prise en compte de cette « responsabilité territoriale des entreprises » décroît à mesure que la taille de l'entreprise augmente : si plus de 3 Français sur 4 déclarent que les TPE (76%) et les PME (79%) - type d'entreprises composant la grande majorité de l'ESS - font preuve de responsabilité à l'égard des territoires sur lesquels elles sont implantées, moins d'1 Français sur 2 partage ce constat envers les multinationales (43%). Par ailleurs, les Français reconnaissent davantage les principes de fonctionnement caractérisant l'ESS : 74% des français pensent que

les entreprises non lucratives ou à lucrativité limitée font preuve de responsabilité territoriale, contre 67% pour les entreprises privées lucratives ; 86% des français pensent qu'une entreprise démocratique assume davantage sa responsabilité territoriale qu'une entreprise qui ne fonctionne pas sur ce modèle.



© D. PETKOVIC / SHUTTERSTOCK

Une attente forte de consultation des citoyens

Concernant l'activité des entreprises présentes sur le territoire, la majorité des Français indiquent ne pas se sentir consultés (71%). Ce faible niveau de consultation contraste avec une volonté participative exprimée par une majorité de Français : 79% d'entre eux souhaiteraient être consultés à propos des différentes activités des entreprises.

Parmi les moyens envisagés pour mettre en place ce type de consultation :

- les réunions publiques régulières constituent le moyen le plus adapté pour 49% des Français,
- 23% privilégient l'intégration de citoyens tirés au sort dans les instances de gouvernance des entreprises locales,
- 19% la formation de conseils économiques avec des citoyens tirés au sort.

LE SONDAGE COMMANDÉ PAR ESS FRANCE

Afin d'approfondir les réflexions menées par ESS France sur la notion de responsabilité territoriale des entreprises, ESS France a lancé avec Harris Interactive France, un sondage interrogeant un échantillon de 1002 personnes représentatif des Françaises et Français âgés de 18 ans et plus, et venant questionner les attentes des Français envers les entreprises en matière de responsabilité territoriale ainsi que leur perception de l'engagement des entreprises dans ce domaine.



TÉMOIGNAGES

FRANÇOIS-ANTOINE MARIANI, DIRECTEUR DÉLÉGUÉ À LA POLITIQUE DE LA VILLE, AGENCE NATIONALE POUR LA COHÉSION DES TERRITOIRES (ANCT)

ESS et quartiers populaires

« La politique de la ville s'est toujours appuyée sur l'ESS pour se déployer en proximité dans tous les secteurs. Elle permet de coconstruire des réponses sur mesure avec les acteurs institutionnels et les habitants. Ainsi, créateurs d'emplois, défricheurs de nouvelles activités, développeurs de coopérations (...), les acteurs de l'ESS sont des partenaires clés du travail de l'ANCT dans les quartiers populaires. »



CHRISTOPHE GENTER, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE, BANQUE DES TERRITOIRES

Convergence des solidarités

« La Banque des Territoires promeut l'accompagnement et le financement des projets territoriaux, en s'appuyant sur son réseau de 37 agences territoriales et sur ses partenaires locaux. Elle considère le territoire comme un terrain d'innovation sociale et environnementale porté par les acteurs de l'ESS, et comme un facteur de résilience, lieu de convergence des solidarités faisant levier pour apporter des solutions durables aux territoires et à leurs élus. »

L'ESS engagée pour les territoires

Action majeure à destination du grand public, le **Mois de l'économie sociale et solidaire** est un temps fort annuel qui a lieu en novembre et consacré à donner de la visibilité à l'ESS. C'est à travers la mise en valeur des initiatives ancrées territorialement qui répondent à des besoins quotidiens, que le Mois de l'ESS souhaite relever deux enjeux phares : rendre visible et lisible l'ESS. En 2022, ce sont près de 2 000 événements qui ont été organisés par les acteurs, les organisations et les entreprises de l'ESS dans les territoires, permettant d'illustrer l'apport de l'ESS à notre société.

Mobiliser et sensibiliser les citoyennes et citoyens

Pendant le mois de novembre, toutes les structures de l'économie sociale et solidaire sont invitées à se mobiliser et à organiser des événements pour faire connaître et sensibiliser celles et ceux qui souhaitent en savoir plus sur l'ESS et faire découvrir tous les aspects de cette économie mais également sa vision sur le long terme d'une économie porteuse de sens. Table-ronde, atelier, conférence, activité manuelle, formation, rencontre d'affaire, portes-ouvertes, projection de films, exposition...

le format est au choix des organisateurs ! Ces **manifestations partout sur les territoires** permettent aussi de valoriser les initiatives des acteurs et actrices de l'ESS qui se mobilisent au quotidien pour répondre aux défis et enjeux auxquels notre société est confrontée. Le site du Mois de l'ESS est à la disposition des structures qui souhaitent mettre en avant leurs activités, savoir-faire ou projets.

Découvrez le site dédié

UNE ANIMATION TERRITORIALE ESSENTIELLE !

Le Mois de l'ESS ne serait possible sans l'animation quotidienne des CRESS. Cette animation - coordonnée au niveau national par ESS France - est essentielle pour la promotion de l'ESS, la diffusion des outils mis à disposition des acteurs et l'harmonisation générale de la campagne dans l'objectif collectif de faire découvrir l'ESS au plus grand nombre.



© SUSHIMAN / SHUTTERSTOCK

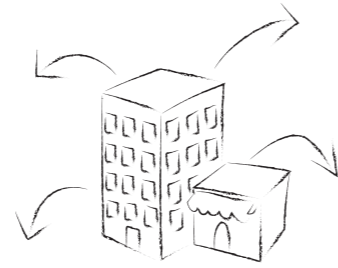
ZOOM SUR L'ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT DE LA 15^E ÉDITION DU MOIS DE L'ESS

Le mercredi 26 octobre 2022 s'ouvrait la 15^e édition du Mois de l'ESS au sein des locaux du groupe VYV à Paris, qui a accueilli plus de 200 personnes.

>>> Prises de paroles introductives : Stéphane Junique, président du groupe VYV, Florentin Letissier, adjoint à la maire de Paris en charge de l'ESS, Jérôme Saddier, président d'ESS France et Marlène Schiappa, secrétaire d'État à l'ESS et de la Vie associative ont pris la parole en introduction de l'événement pour rappeler **l'importance du Mois de l'ESS**, la nécessité de mieux faire connaître qui nous sommes, mais aussi ce que nous faisons pour montrer que « **l'ESS est à l'avant-garde du monde** » qui est en train de se construire et constitue « **le poumon de nos territoires** » (Marlène Schiappa).

>>> **Table-ronde** : avec des acteurs et experts sur les questions de responsabilité territoriale des entreprises, cette table-ronde a permis de mettre en avant le caractère collectif de cette responsabilité : penser en fonction des besoins des parties prenantes et acteurs implantés afin de servir les territoires.

Pour en savoir plus, voir l'article dédié sur notre site



96%

des français estiment que les entreprises se doivent d'avoir une responsabilité territoriale.

PRIX DE L'ESS 2022

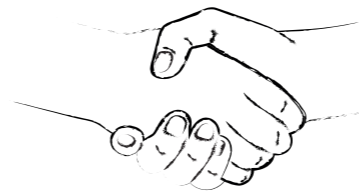
Le Mois de l'ESS est un temps privilégié pour valoriser des initiatives de l'ESS : expliquer leur modèle, la pertinence de leurs actions et leur pérennité. Les Prix de l'ESS permettent de récompenser des initiatives remarquables. En 2022, sur les 466 projets reçus dans les 14 régions participantes, ce sont 14 lauréats régionaux et 2 lauréats nationaux reconnus dans les catégories utilité sociale et transition écologique.

Découvrez le guide des initiatives remarquables

ÉTUDE SUR LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE

Là où se concentrent pauvreté et exclusion en milieu urbain se trouve également une diversité d'initiatives pour y répondre, apportée par des structures de l'ESS et au sein desquelles les habitants peuvent se mobiliser. Dans le cadre d'un partenariat avec l'ANCT (Agence nationale pour la cohésion des territoires), l'Observatoire a produit une note de 8 pages présentant les caractéristiques de l'ESS au sein des Quartiers de la politique de la ville (QPV).

Découvrez l'étude et son infographie sur notre site



8 700

mises en relation d'affaires planifiées en 2022 par les CRESS.

Structurer les offres collectives

ESS France et les CRESS travaillent ensemble afin de créer une offre de services commune et différenciante. Cette dynamique de coopération renforce la visibilité et la reconnaissance de l'ESS, contribue à renforcer les liens entre les acteurs de l'ESS en favorisant les échanges et les collaborations à long terme. Pour citer quelques exemples :

- > Une campagne de sourcing fournisseurs de l'ESS a été menée dans 5 régions simultanément, pour le compte de Compass Group France, à la recherche d'un approvisionnement durable et vertueux.
- > L'organisation de la Semaine des achats socialement et écologiquement responsables (ASER) qui a mobilisé plus de 6 000 personnes au travers de 67 actions sur tout le territoire. Semaine thématique qui encourage les professionnels à privilégier leurs achats de biens ou de services, en ayant recours aux structures de l'ESS.
- > La publication de fiches retours d'expérience de marchés publics gagnés par des structures de l'ESS.

Développer les entreprises de l'ESS

Dans le cadre de l'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) qui vise à soutenir les PTCE* dans leur développement, ESS France et les CRESS se sont fortement impliquées dans les cellules d'animation régionales et nationales. En régions, le soutien s'est traduit notamment par le suivi des PTCE régionaux lauréats, leur accompagnement et la création d'espaces d'échange et de partage de compétences.

ESS France a mobilisé ses membres et partenaires autour de l'**agrément ESUS** qui reste méconnu et peu utilisé par les acteurs. Un état des lieux partagé confirme qu'il est nécessaire de renforcer son attractivité mais aussi d'appuyer les DREETS** qui garantissent la conformité des dossiers instruits.

* Pôles territoriaux de coopération économique
** Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

PERSPECTIVES

POURSUITE DES TRAVAUX AVEC L'ANCT

L'objectif est de mettre en exergue les spécificités de l'ESS en matière de responsabilité territoriale, et notamment le rôle central qu'elle peut jouer dans les territoires ruraux isolés et les quartiers de la politique de la ville. ESS France va également prolonger l'analyse des opportunités de relocalisation territoriale des filières économiques dans le cadre de ses notes perspectives, réalisées en partenariat avec Aésio Mutuelle.. Par ailleurs, la poursuite de ses activités visant à promouvoir les achats socialement et écologiquement responsables (formalisation de l'accompagnement de l'UGAP, poursuite du partenariat avec Compass Groupe France), contribuera à favoriser les circuits courts, les coopérations territoriales, ainsi que la réduction de l'empreinte écologique des entreprises. Autant d'éléments qui concourent à une meilleure responsabilité territoriale des entreprises.



© NDAB CREATIVITY / SHUTTERSTOCK

4 Coopérer au-delà des frontières

2022 a été l'année de tous les possibles pour l'ESS sur le plan européen et international. De la mise en œuvre du plan d'action de la Commission européenne au parcours de transition de l'écosystème « Économie sociale et proximité », ESS France – en tant qu'interlocutrice directe des institutions mais aussi d'espace de sensibilisation et d'élaboration d'une parole collective de l'ESS française – s'est mobilisée dans le cadre de la PFUE pour faire rayonner l'ESS française aux côtés du gouvernement.



Plaider pour une définition positive du champ de l'ESS

L'une des actions phares du « plan d'action européen pour l'économie sociale » porte sur la recommandation du Conseil relative aux conditions-cadres de l'ESS à horizon 2023. La Commission européenne a lancé une consultation pour laquelle ESS France a organisé la réponse de l'ESS française en plaidant pour une définition positive de l'ESS au niveau européen. Une autre consultation a porté sur l'initiative législative relative aux activités transfrontalières des associations. ESS France a travaillé en interne pour rappeler que le non lucratif ne concerne pas uniquement les associations mais également les fondations et les mutuelles.

Plus d'informations sur le site de la Commission européenne



DÉCRYPTER LE PREMIER PLAN D'ACTION EUROPÉEN POUR L'ESS

À travers sa Vice-présidence au sein de Social Economy Europe, ESS France a pu être force de propositions au document d'orientation collectif en 2021 visant à établir la feuille de route du futur plan d'action européen pour l'ESS à horizon 2030. En tant que voix de référence française de l'ESS et sous la PFUE, ESS France a proposé le premier webinaire de décodage du plan d'action européen, suivi par plus de 400 participants du monde entier.

Voir le replay sur YouTube

Faire rayonner l'ESS française lors de la PFUE

Pendant les six premiers mois de l'année, la France a exercé sa 13^e présidence du Conseil de l'UE avec pour mot d'ordre « Parler de l'Europe en France & de la France en Europe ». Le programme publié fin 2021 ne mentionnait l'ESS que comme devant « permettre une meilleure intégration des groupes vulnérables sur le marché du travail ». ESS France s'est attachée, aux côtés du commissaire européen Nicolas Schmit et de la secrétaire d'État à l'ESS Olivia Grégoire, à ce que l'ESS reste à l'agenda européen sur la programmation du trio composé de la France, de la République Tchèque et de la Suède.

L'une des actions phares menée avec Social Economy Europe a été l'organisation, par la secrétaire d'État, de la première Conférence informelle des ministres de l'ESS en février 2022. À cette occasion, pour la première fois, 23 États membres ont pu échanger sur les enjeux de reconnaissance et la nécessité d'un travail sur des caractéristiques communes ou encore l'identification des entreprises et organisations de l'ESS et leur meilleur accès à des outils de financements.

Plus d'informations sur le site de la présidence française du conseil de l'UE



TÉMOIGNAGE

PÉTRO DARMORIS,
DIRECTEUR, SOCIAL ECONOMY UKRAINE

Renforcer le réseau

« Social Economy Ukraine, créé en 2022, s'inscrit dans les dynamiques de Social Economy Europe et d'ESS France pour faire rayonner l'économie sociale en Europe. Soutenu par la Commission européenne et le réseau de Social Economy Europe, il construit un réseau d'entreprises et d'organisations ayant un impact social et environnemental. En tant que réseau national, il représente les intérêts des entrepreneurs ukrainiens et des organisations ayant un impact social au niveau de l'État et au niveau international. En mettant en œuvre les initiatives du plan d'action en faveur de l'économie sociale en Ukraine, il contribue à l'intégration européenne et à la coopération avec les entités de l'UE. Ses principales activités sont d'identifier des acteurs et leurs besoins, renforcer le réseau, attirer les investissements et participer à l'élaboration des politiques visant à développer l'économie sociale en Ukraine. »

Contribuer à l'élaboration de la stratégie 2023-2027 du groupe AFD

En avril 2022, ESS France a contribué, en lien avec ESS France Outre-mer, à la consultation publique en vue de l'élaboration de la stratégie 2023-2027 du groupe AFD. Portée par la loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, cette future stratégie entend confirmer les Objectifs de Développement durable (ODD) comme cadre référent de l'action du groupe et la mobilisation partenariale comme méthode. ESS France a porté à connaissance de l'AFD des propositions concrètes pour permettre le changement d'échelle nécessaire et ainsi légitimer l'ESS comme outil efficient et décisif d'une politique de relance européenne et mondiale ambitieuse, partenariale et durable.

Appel à engagements des ministres européens en charge de l'ESS

Le 17 février 2022, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, a eu lieu, à l'initiative et sous la présidence d'Olivia Grégoire, secrétaire d'État à l'ESS, la toute première conférence informelle des ministres de l'UE en charge de l'ESS à laquelle ont participé 23 États membres. ESS France et Social Economy Europe se sont saisis de cette occasion pour, à travers un communiqué de presse commun, appeler tous les ministres ayant participé à cette conférence à s'engager dans les travaux visant à préparer la recommandation du Conseil portant sur le développement des conditions-cadres de l'ESS à horizon 2023.

Plus d'informations sur notre site

Place de l'ESS dans le futur de l'Europe : la parole aux acteurs et réseaux

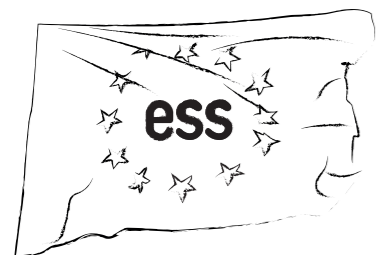
Labellisée « présidence française de l'UE », la manifestation sur « L'économie sociale, le futur de l'Europe » à Strasbourg a été un véritable succès avec plus de 2 000 participants. ESS France et la CRESS Grand Est ont activement participé à la co-construction du programme à travers leur participation au comité de pilotage partenarial en lien avec le comité de pilotage institutionnel dès la rentrée 2021. Premier grand événement européen depuis l'adoption du plan d'action européen pour l'ES, cette conférence a

permis de débattre et échanger entre décideurs et acteurs de terrain des enjeux, du développement et de la visibilité de l'ESS en Europe. ESS France en partenariat avec Social Economy Europe et la CRESS Grand Est, a proposé un stand pour accueillir et informer l'ensemble des participants et a réalisé de courtes vidéos auprès d'une vingtaine d'acteurs pour leur donner la parole sur leur vision commune de la place de l'ESS dans le futur de l'Europe.

Plus d'informations sur notre site

LE « VILLAGE DES TRANSITIONS » PORTÉ PAR ESS FRANCE

Pendant les deux jours de la manifestation européenne de Strasbourg, ESS France a piloté le « Village des transitions », un espace dédié aux enjeux sociétaux autour des questions cruciales qui nous concernent toutes et tous à l'ère de l'urgence climatique. Un lieu de rencontres, d'échanges et de débats qui a permis de participer à la rédaction d'une contribution sur les attentes de l'ESS en matière de transition écologique à l'échelle européenne.



13,6

millions d'emplois de l'ESS dans l'UE, présents dans tous les secteurs d'activité pour une ESS européenne représentant 6,3% du PIB de l'UE.

ZOOM SUR UNE JOURNÉE HISTORIQUE POUR L'ESS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

>>> Pour la première fois de son histoire, le Conseil d'administration de l'OIT* a inscrit une question relative au travail décent et à l'ESS à l'ordre du jour de la 110^e session de la CIT**. Les travaux de celle-ci ont abouti à l'adoption de la « résolution concernant le travail décent et l'ESS », une référence pour l'ensemble des institutions multilatérales et une avancée tangible pour le développement de l'ESS. ESS France, accréditée en tant que conseiller technique auprès de la délégation du gouvernement français a participé aux travaux et a ainsi apporté son expertise au travers de préconisations et amendements aux côtés d'ESS Forum International, notamment dans la définition universelle de l'ESS.

* Organisation internationale du travail ** Conférence internationale du travail

>>> L'OCDE a adopté, la « recommandation du Conseil portant sur l'ESS et l'innovation sociale » qui reconnaît le potentiel de l'ESS de la création d'emplois, aux transitions, à la résilience, à la durabilité et appelle notamment ses 38 pays membres à concevoir des cadres juridiques et réglementaires favorables à l'ESS. ESS France a activement participé aux travaux de préfiguration menés par l'OCDE.



20

agences des Nations Unies œuvrent pour l'ESS et sont membres du groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'ESS créé en 2013.

1 AN DU PLAN D'ACTION ET 10 ANS DE SEE

Le 7 décembre 2022, Social Economy Europe (SEE), voix des 2,8 millions d'entreprises et organisations de l'ESS de l'UE a célébré, lors d'un événement au parlement européen à Bruxelles, son dixième anniversaire et la première année du plan d'action européen pour l'ESS. Un moment fort pour co-concevoir et mettre en œuvre un avenir souhaitable pour l'ESS en Europe.

Plus d'informations

RÉSOLUTION ESS DES NATIONS UNIES

Après la publication du plan d'action européen pour l'ESS en 2021, la résolution pour l'ESS de l'OIT et la recommandation de l'OCDE en juin 2022, tous les signataires sont au vert pour tendre vers une résolution sur l'ESS lors de la prochaine AG des Nations Unies en 2023 qui permettrait d'intégrer l'ESS aux feuilles de route des agences de l'ONU en lien avec les 17 ODD et ainsi renforcer et diffuser les politiques publiques qui lui sont consacrées dans les pays membres.

Plaidoyer européen ESS

Pour inventer et mettre en œuvre les solutions face à cette pandémie et aux impasses du modèle économique actuel, ESS France plaide pour :

- > Porter au niveau européen une définition de l'ESS en droit positif ;
- > Obtenir une résolution des Nations Unies sur l'ESS ;
- > Intégrer le potentiel de contribution de l'ESS aux 17 ODD dans la politique diplomatique française ;
- > Soutenir le développement de la finance solidaire à l'échelle européenne et internationale.

ESS France a mis en place en 2022 un groupe de travail dédié à ces questions pour faciliter une compréhension commune et efficace des principaux points de plaidoyer et des actualités européennes et internationales et ainsi mieux se saisir des enjeux qui nous sont communs.

Parcours de transition

« Économie sociale et proximité » est l'un des 14 écosystèmes industriels pour la relance européenne dans la mise à jour (à la suite de la pandémie) de la stratégie industrielle de l'UE publiée en mai 2021. Accompagnant la publication du plan d'action européen pour l'ESS en décembre 2021, les services de la Commission ont rédigé un document de travail pour décrire les scénarii possibles d'un parcours de transition vers un écosystème

industriel d'économie sociale et proximité plus résilient, vert et numérique et ont lancé une consultation à laquelle a répondu ESS France en proposant des solutions aux enjeux pour co-créer ce futur parcours. Ce dernier a été présenté le 14 novembre autour de 30 actions, non contraignantes et regroupées au sein de 14 domaines.

Plus d'informations sur le site de la comission européenne

PERSPECTIVES



FAIRE VIVRE CONCRÈTEMENT LES RÉSOLUTIONS

ESS France poursuivra ses actions de plaidoyer en 2023 pour la mise en œuvre concrète du plan d'action européen pour l'ESS et du parcours de transition et en assurera le suivi législatif. Dans le cadre des présidences suédoise et espagnole du Conseil de l'UE, deux manifestations sont d'ores et déjà prévues : l'une à Göteborg en juin 2023 et l'autre à Saint Sébastien en novembre 2023 auxquelles ESS France participera. Le GSEF, dont le secrétariat est basé à Bordeaux depuis 2022, proposera la 6^e édition du Forum mondial pour l'ESS à Dakar en mai 2023, dont ESS France à travers la CRESS Nouvelle-Aquitaine est déjà partie prenante.

LA GOUVERNANCE

LES CADRES STATUTAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le conseil d'administration

élite

LE PRÉSIDENT

JÉRÔME SADDIER,
président,
Coop FR

LE BUREAU

MICHEL JÉZÉQUEL,
vice-président,
CRESS Bretagne

BÉRÉNICE DONDEYNE,
vice-présidente,
Mouvement
pour l'économie
solidaire (MES)

DENIS PHILIPPE,
trésorier, Fédération
nationale de la
mutualité française
(FNMF)

FRÉDÉRIQUE PFRUNDER,
secrétaire,
Le Mouvement
associatif

EMMANUELLE BEYER,
CRESS Grand Est

YOUSSEF ACHOUR,
CRESS Île-de-France

COLETTE BELLET,
CRESS SUD
Provence-Alpes-
Côte d'Azur

PATRICK JACQUOT,
Association
des assureurs
mutualistes (AAM)

JONATHAN JÉRÉMIASZ,
Mouvement
Impact France

FRANÇOISE LAREUR,
Centre français
des fonds et
fondations (CFF)

STÉPHANE MONTUZET,
CRESS Nouvelle-
Aquitaine

PEGGY ROBERT,
CRESS
Hauts-de-France

ANNICK VALETTE,
L'Économie sociale
partenaire de
l'école républicaine
(L'ESPER)

HUGUES VIDOR,
Union des
employeurs de l'ESS

COREG

AVEC LES PRÉSIDENTS ET DIRECTIONS DES CRESS :

- pilotage stratégique
- identification de sujets
- discussion sur les sujets propres aux CRESS

L'ÉQUIPE D'ESS FRANCE

Délégation générale



ANTOINE DÉTOURNÉ,
délégué
général



CLARA MASSIN,
responsable
administrative et
financière

Développement économique



FABRICE COMBET,
responsable du
développement
économique

Europe et international



CÉLINE CORVISY-MILLIERAT,
responsable
affaires européennes
et internationales

Transition écologique



AURORE MÉDIEU,
responsable
transition
écologique
et économie
circulaire

Affaires publiques



MARTHE CORPET,
responsable
des affaires
publiques



PAULINE RAUFASTE,
chargée
d'affaires
publiques -
promotion et
sensibilisation



GABRIEL DELAPLACE,
alternant
chargé de
plaidoyer



MARIE GERARD,
responsable
de la
communication

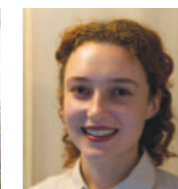
Observatoire national de l'ESS



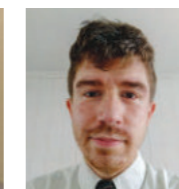
BENJAMIN ROGER,
responsable de
l'observatoire
national de l'ESS



JULIEN RAMIREZ,
chargé
d'études à
l'observatoire
national de l'ESS



NATALIE MCCAFFERTY,
chargée de
projet égalité
femmes-
hommes



MATTHIEU DUMOULIN,
chargé d'études
données à
l'observatoire
national de l'ESS

LES CADRES DE TRAVAIL

COMMISSIONS

Cadres de travail sur des sujets thématiques :

- > commission des finances
- > commission sensibilisation et promotion à l'ESS
- > commission égalité femmes-hommes
- > dispositif permanent de plaidoyer
- > relance de la commission Europe et internationale

CRESS

DirCRESS : cadres de coordination des directions des CRESS (une réunion toutes les trois semaines)

InterCRESS : réunion annuelle des CRESS

GROUPES DE TRAVAIL

Cadres métiers :

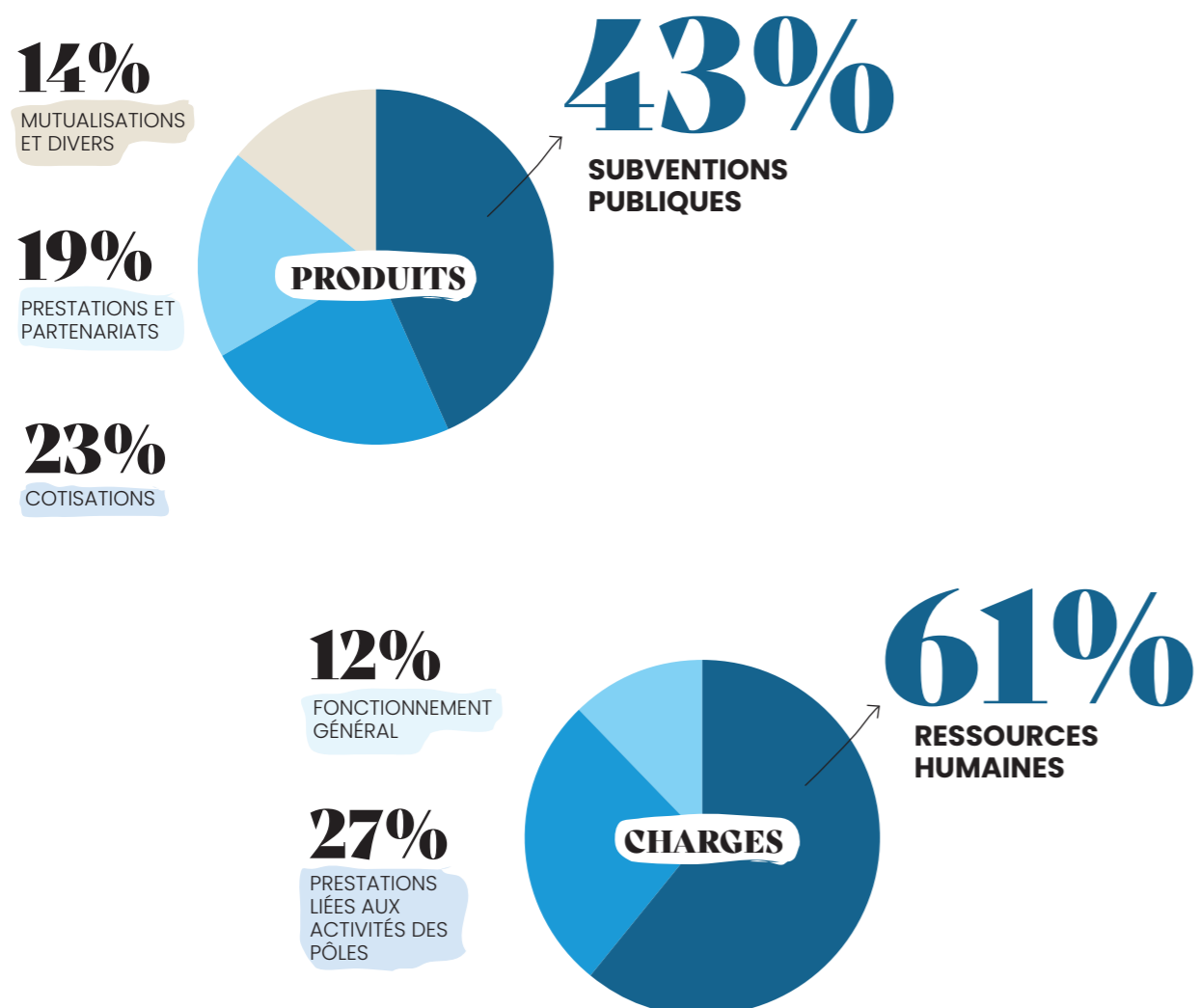
- > observation : comité scientifique de l'Atlas
- > transition écologique : comité de pilotage Carteco ; amélioration des pratiques environnementales internes ; structuration de filières (réemploi des matériaux du bâtiment et lutte contre le gaspillage alimentaire)
- > affaires publiques : Mois de l'ESS
- > Europe
- > développement économique : achats socialement et écologiquement responsables (ASER)

NOS MEMBRES



RÉPARTITION DU BUDGET ANNUEL 2022

Avec un budget de 1 726 k€, 2022 a été une année de consolidation des développements de l'année précédente et de préparation de nouveaux déploiements.



NOS PARTENAIRES

PARTENAIRES PUBLICS



PARTENAIRES FINANCIERS PRIVÉS



* Ils nous ont rejoint en 2022

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET MÉDIAS



ESS France – 34 bis rue Vignon, 75009 Paris – Directeur de la publication : Antoine Détourné –
Coordination de la rédaction : Marie Gerard – Conception et réalisation : agence Les grenades
– Illustrations : Amélie du Petit Thouars / Les grenades –
Impression : Open Graphic Media



www.ess-france.org

 ESS France  @ESS_France

